

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de services

Mise à disposition de personnel temporaire

N° 251000033

PROCEDURE :

Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**IFREMER
Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Décomposition du marché	4
1.3. Cotraitance	4
1.4. Sous-traitance	4
1.5. Ordres de service	4
2. PIECES CONTRACTUELLES	5
3. CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4. DUREE DU MARCHE	6
5. EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.1. Bons de commande	6
5.2. Passation des bons de commande - Généralités	6
5.3. Contenu des bons de commande	6
5.4. Passation des bons de commande	6
6. SUIVI DU MARCHE	6
6.1. Représentant du titulaire	6
6.2. Représentant de l'Ifremer	7
6.3. Remise des livrables	7
7. PRIX DU MARCHE	7
7.1. Type de prix	7
7.2. Contenu des prix	7
7.3. Date d'établissement des prix	7
7.4. Variation dans les prix	7
8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	8
8.1. Avance	8
8.2. Acomptes	8
8.3. Facturation	8
8.4. Délai global de paiement	9
8.5. Présentation des bons de commande	9
8.6. Présentation des demandes de paiement	9

9. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
10.PENALITES	10
11.PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
11.1. Définitions	11
11.2. Connaissances propres	12
11.3. Cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle.....	12
11.4. Garantie d'éviction	12
11.5. Rémunération	12
11.6. Spécificité du brevet	13
12.PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
13.CONFIDENTIALITE	13
14.PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION.....	14
15.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE.....	14
15.1. Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial.....	14
15.2. Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial.....	14
15.3. Le marché complémentaire.....	15
15.4. L'avenant de transfert.....	15
16.CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	15
16.1. Modification des coefficients utilisés dans le cadre des prestations	15
17.RISQUE SANITAIRE EN CAS DE PANDEMIE	15
18.RESILIATION	16
19.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	16
20.REGLEMENT DES DIFFERENDS	17
21.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS.....	17
22.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	17

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de la prestation de mise à disposition de personnel temporaire pour l'Ifremer.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas alloti en raison de son objet qui forme un tout homogène ne pouvant être scindé.

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

1.5. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;

Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser. Toute erreur, omission, imprécision ou contradiction dans les pièces du marché doit être signalée avant la remise de l'offre et en tout état de cause au plus tard avant la signature du marché. De même, le titulaire du marché reconnaît s'être assuré de l'exactitude, de la fiabilité et de l'adéquation aux circonstances des méthodes ou procédés d'exécution prévus au CCTP avant le dépôt de son offre.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

4. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée d'un an qui prend effet à compter du 13 juillet 2025. Le marché est ensuite reconduit tacitement à chaque date anniversaire du contrat. Le nombre des reconductions est limité à 3 avec une durée d'un an par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale du marché est fixée à 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction au titulaire du marché.

5. EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Bons de commande

Le présent accord-cadre est à bons de commande conformément aux articles L.2125-1 et R.2162-3 du Code de la commande publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

5.2. Passation des bons de commande - Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

5.3. Contenu des bons de commande

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires.

5.4. Passation des bons de commande

L'Ifremer notifie les bons de commande au fur et à mesure des besoins. L'Ifremer veillera cependant à regrouper au maximum ses prestations dans le minimum de bons de commande.

6. SUIVI DU MARCHE

6.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification

de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

6.2. Représentant de l'Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

6.3. Remise des livrables

Le titulaire s'engage à remettre les livrables aux échéances prévues dans le CCTP.

7. PRIX DU MARCHÉ

7.1. Type de prix

Les prix du marché définis dans le BPU sont basés sur des coefficients de délégation et de gestion transmis par le titulaire.

7.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix du marché sont notamment réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCAP et du CCTP, notamment les charges fiscales et parafiscales, assurances, déplacements, location éventuelle de matériel, main d'œuvre, frais d'envoi, frais de déplacement, frais d'hébergement, frais annexe, frais liés à la remise des livrables, sollicitation d'experts complémentaires.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

7.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

7.4. Variation dans les prix

Le prix des prestations à bons de commandes reposent sur les coefficients de délégation et de gestion inscrits au Bordereau des prix unitaires (BPU) et transmis par le titulaire dans son offre.

Ces prix pourront faire l'objet d'une révision dans les conditions inscrites à l'article 16 du présent document.

8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

8.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant de chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT.

Cette avance est calculée sur la base du montant de chaque bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à ces sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification de bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

8.2. Acomptes

Le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuels à partir de la date de notification du premier bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. Pour cela le titulaire justifie par écrit de l'avancement des prestations.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications du marché ou du bon de commande, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut dans tous les cas regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois.

8.3. Facturation

La facturation sera mensuelle et sera individuelle pour chaque intérimaire.

Le titulaire devra joindre à ses factures sur CHORUS PRO, les relevés d'heures ainsi que les contrats signés.

8.4. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 10 du présent document.

8.5. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro SAP ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le lieu de livraison ;
- l'objet de la prestation ;
- le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation ;
- la nature, les quantités et les prix unitaires du BPU ;

8.6. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 10 du présent document.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde sont obligatoirement établies sur la base des prix initiaux du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché, hors révision des prix.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)

Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures doivent être déposées de façon dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

ou

acp.visa.depenses@ifremer.fr (cette adresse est à utiliser pour les fournisseurs étrangers)

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

9. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les lieux d'exécution des prestations sont ceux indiqués dans le CCTP.

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

Prestation	Pénalité
Délai de présentation des candidats (art 3.1 du CCTP)	50,00 € HT par jour calendaire de retard
Fourniture des contrats de travail et de mise à disposition (art 3.5 du CCTP)	50,00 € HT par jour calendaire de retard
Documents de reporting et autres documents (art 3.14 du CCTP)	50,00 € HT par document et par jour calendaire de retard

Application de pénalités pour service non fait	<p>Le personnel temporaire n'assure pas la totalité de sa mission, soit parce qu'il arrive en retard, soit parce qu'il anticipe son départ (pénalités pour service non fait). Le service sera réputé réalisé partiellement – avec application de la pénalité correspondante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour un retard ou un départ anticipé : au prorata du nombre d'heures non réalisées : - 1 heure de retard : 10% du montant facturé de la mission- 2 heures de retard : 20% du montant facturé de la mission - et ainsi de suite. <p>Au-delà de 5H de retard ou de départ anticipé, la pénalité pour service non-fait est considérée comme une défection, entraînant l'application de la pénalité visée ci-après.</p>
Application de pénalités pour défection du personnel temporaire	<p>Le personnel temporaire ne se présente pas pour la mission prévue et le titulaire du marché ne peut trouver une solution de remplacement (pénalités pour défection du personnel remplaçant). Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant au tiers du montant HT de la prestation non exécutée en plus du non-paiement de la prestation. Le titulaire, dont l'offre avait été validée, doit être en mesure de proposer une solution de remplacement dans les mêmes conditions de remplacement que celles initiales. Il lui appartient donc d'informer l'Ifremer, dans les délais les plus brefs, de ses possibilités en ce domaine.</p>

Dans le cas où le titulaire se verrait retardé dans l'exécution des prestations par toute cause étrangère à son activité, il doit signaler, dans les cinq jours et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. A défaut de le faire, il n'est pas fondé à élever de réclamation et les pénalités de retard lui sont entièrement applicables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

11.1.Définitions

Dans le présent article, les termes suivants sont définis tels que :

- **Connaissances Propres** désignent toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle appartenant à l'Ifremer ou au titulaire antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent marché ou acquis seul ou avec un tiers en dehors du présent marché après sa date d'entrée en vigueur, sont et demeurent la propriété de l'Ifremer ou du titulaire.
- **Résultats** désignent l'ensemble des documents, savoir-faire, protocoles, formules, schémas, échantillons, et d'une manière générale tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, protégées ou non, protégeables ou non au titre de la propriété intellectuelle réalisés dans le cadre du présent marché.

11.2. Connaissances propres

L'ensemble des Connaissances Propres du titulaire ou de l'Ifremer reste respectivement leur propriété. Le présent marché ne concède ou ne transfère aucun droit tel qu'une licence sur les Connaissances Propres.

Dans le cas où des Connaissances Propres du titulaire seraient nécessaires à l'Ifremer pour utiliser ou exploiter les Résultats alors le titulaire s'engage à négocier de bonne foi avec l'Ifremer une licence au travers d'un contrat distinct.

11.3. Cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires à ce que l'ensemble des Résultats issus de l'exécution ou produits dans le cadre des prestations et missions réalisées par le personnel temporaire soient la propriété pleine, entière et exclusive de l'Ifremer.

Dans l'éventualité où il y aurait des droits d'auteur attachés aux Résultats, au titre du contrat de travail du personnel temporaire, le titulaire s'engage à ce que le personnel temporaire concède au profit de l'Ifremer tous les droits d'exploitation portant sur son travail de création accompli en lien avec les missions inventives et prestations réalisées au titre de son contrat de travail.

Ainsi le titulaire s'engage à céder à l'Ifremer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats. A cette fin, le titulaire s'engage à ce que le personnel temporaire lui cède l'ensemble des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle sur les Résultats créés dans le cadre du contrat de mise à disposition pour la durée prévue par le code de la propriété intellectuelle. Par conséquent, le titulaire cède à l'Ifremer pour le monde entier, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle sur les Résultats tel que :

- Le droit de représentation : le droit de représenter en tous lieux, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.
- Le droit de reproduction : le droit de reproduire en tous lieux, sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.
- Le droit d'adaptation : le droit d'adapter à tous formats connus ou inconnus à ce jour et pour tous supports connus ou inconnus à ce jour, le droit de modifier et d'intégrer d'autres contenus.

Le titulaire s'engage à faire le nécessaire pour que l'Ifremer soit en droit d'exploiter librement les Résultats. De même, le titulaire s'engage à ce que l'Ifremer puisse bénéficier du droit d'accorder librement à tout tiers des droits d'exploitation portant sur lesdits Résultats dans le respect du droit moral de l'auteur.

11.4. Garantie d'éviction

Le titulaire garantit à l'Ifremer l'exercice paisible des droits cédés au titre du présent marché. Le titulaire certifie que les droits patrimoniaux cédés n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune cession ou licence d'exploitation consentie à des tiers. Au cas où une contestation concernant les droits serait émise par un tiers, le titulaire s'engage à apporter à l'Ifremer, à sa première demande, tout son appui.

11.5. Rémunération

Conformément aux dispositions de l'article L. 131-4 du Code de la propriété intellectuelle, la rémunération de la cession des droits patrimoniaux visée ci-dessus est comprise forfaitairement dans le prix du présent marché.

11.6. Spécificité du brevet

Dans le cas où un Résultat serait un brevet, le titulaire s'engage à faire le nécessaire pour rémunérer son salarié en fonction de ses accords de branches ou de sa convention collective.

12. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

En complément de cet article, l'annexe 1 au présent CCAP est jointe pour développer les règles qui s'appliquent au titulaire et au pouvoir adjudicateur.

13. CONFIDENTIALITE

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation écrite préalable de l'Ifremer, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Par « Informations Confidentielles », il faut entendre toute information de nature commerciale, financière, technique ou opérationnelle, savoir-faire, secret d'affaires ou d'autres informations (incluant, sans que cette liste soit exhaustive, toutes données, calculs, modèles, dessins, méthodes, processus, systèmes et business plan) appartenant à ou en possession de l'Ifremer ou de ses sociétés affiliées, quelle qu'en soit la forme (écrite ou orale), qui ont été ou qui peuvent être communiquées au titulaire ou au personnel temporaire ou mises à disposition de toute autre façon, au bénéfice du titulaire ou du personnel temporaire ainsi que l'existence de toute discussion ou pourparlers entre le titulaire et l'Institut en relation avec le Projet. Le fait qu'un élément ne soit pas spécifiquement désigné comme étant "confidentiel" ou "privé" ou une désignation analogue ne porte pas atteinte à son appartenance aux Informations Confidentielles.

Le titulaire s'engage à faire le nécessaire pour que le personnel temporaire maintienne le secret professionnel le plus absolu en ce qui concerne les Informations Confidentielles. A ces fins il s'engage à insérer dans les contrats de travail temporaire une clause de confidentialité selon laquelle le personnel temporaire s'engage à ne divulguer auprès de tiers aucune des Informations Confidentielles et ce pendant toute la durée du contrat mise à disposition avec l'Ifremer puis pendant les trois (3) ans qui suivent la résiliation ou l'expiration du contrat de mise à disposition.

Le titulaire devra utiliser les Informations Confidentielles exclusivement aux fins du présent marché. Le titulaire ne peut faire aucune autre utilisation directe ou indirecte de ces Informations Confidentielles. En particulier, le titulaire s'interdit d'entamer et de développer tout programme de recherche sur la base d'Informations Confidentielles reçues de l'Ifremer et s'engage à faire le nécessaire pour répercuter cette obligation auprès du personnel temporaire.

Toutes les Informations Confidentielles révélées ou transmises dans le cadre du présent marché demeurent la propriété de l'Ifremer, les termes du présent marché ne pouvant en aucun cas être considérés comme accordant ou transférant au titulaire des droits concernant les Informations Confidentielles.

Le titulaire est responsable des actions et omissions des personnels temporaires quant à l'utilisation et au traitement des Informations Confidentielles, comme si les actes ou omissions en question avaient été commis(es) par lui-même. Par conséquent, le titulaire est informé que la violation de ces obligations de discrétion et de confidentialité par le personnel temporaire peut donner lieu, à la mise en cause, par l'Ifremer de sa responsabilité, à la réparation de l'entier préjudice subi par l'Ifremer et à la cessation sous astreinte et en urgence des actes litigieux. Il s'engage à en informer le personnel temporaire au travers d'une clause ad hoc.

14. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

15. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE

15.1.Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 10 % du montant du marché initial quel que soit la nature des modifications et à condition que le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens. Le calcul des modifications tient alors compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

15.2.Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 50 % du montant du marché initial lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir.

15.3. Le marché complémentaire

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché. La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

15.4. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

16. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentés par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

16.1. Modification des coefficients utilisés dans le cadre des prestations

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La modification ponctuelle ou définitive des coefficients de gestion et délégation indiqués au Bordereau des prix unitaires.

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

17. RISQUE SANITAIRE EN CAS DE PANDEMIE

En cas de pandémie, notamment celle de la COVID-19, si le titulaire est empêché d'exécuter les prestations du Marché ou les bons de commande, le cas de force majeure peut être invoqué par le titulaire. Il doit alors démontrer le caractère extérieur et irrésistible et imprévisible de l'évènement, et que celui-ci l'empêche de réaliser les prestations auxquelles il est tenu.

L'impossibilité d'exécuter le Marché ou les bons de commande pour les raisons évoquées ci-dessus exonère automatiquement le titulaire de l'application des pénalités contractuelles et sa responsabilité contractuelle ne peut se voir engagée pour ce motif pour la durée pendant laquelle le titulaire a été empêché de réaliser les prestations.

Le titulaire ainsi empêché d'exécuter le Marché ou les bons de commande doit proposer au Pouvoir Adjudicateur un plan de continuité des activités (PCA). Ce PCA doit être élaboré conjointement avec le Pouvoir Adjudicateur.

Ce plan de continuité doit détailler, notamment, les points suivants :

- Les principales actions (le contexte, les différentes phases d'alerte et la réponse que le prestataire apporte aux différentes phases d'alerte),
- Le dispositif et l'organisation mis en place,
- Un nouveau planning prévisionnel.

La mise en place de ce plan de continuité pourra impliquer la mise en œuvre d'un bon de commande de prestations ponctuelles complémentaires de « prestation spécifique pandémie ».

En cas d'urgence impérieuse, le Pouvoir Adjudicateur peut passer un marché de substitution pour palier la défaillance du titulaire. Le marché du titulaire est alors suspendu par ordre de service, le temps de faire procéder par un tiers aux prestations que le titulaire ne peut réaliser. Un état contradictoire des prestations déjà réalisées par le titulaire est signé entre les Parties au marché. Dans le cadre de la suspension du marché initial, le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif, après avoir démontré qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Dans ce cas, l'exécution du marché de substitution ne sera pas effectuée à ses frais et risques. En contrepartie, le titulaire du marché initial suspendu ne pourra pas engager la responsabilité contractuelle du Pouvoir Adjudicateur pour la conclusion de ce marché de substitution. Le marché de substitution réalisé, un ordre de service de reprise des prestations est, le cas échéant, notifié par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur paiera pour les prestations qui ont déjà été effectuées avant l'évènement de Force Majeure. En cas de reprise des prestations suite à un cas de Force Majeure, le délai d'exécution du Marché sera automatiquement prolongé jusqu'à une nouvelle date à convenir entre les Parties ou jusqu'à l'achèvement des prestations, selon le cas.

18. RESILIATION

En complément à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

19. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

20. REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES Cedex
tél. : 02 23 21 28 28
greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

21. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil et au titre de la responsabilité décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

22. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 1.5 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS
- L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG/FCS
- L'article 5.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS
- L'article 7.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS
- L'article 10 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS
- L'article 17 complète l'article 38 du CCAG/FCS